

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 6 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MULTILAQUE

ZI Est
6 rue Louis Rustin
72350 Brûlon

Références : 2026-183_INSP_MULTILAQUE – Brûlon_RAP
Code AIOT : 0006300870

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement MULTILAQUE implanté ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 Brûlon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MULTILAQUE
- ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 Brûlon
- Code AIOT : 0006300870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

MULTILAQUE est une société spécialisée dans le laquage de tôles aluminium et d'acier, de barres aluminium et l'application de peinture liquide.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures de recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Conformité des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours et 3 mois
10	Parcelles cadastrales	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
2	Condition de mesure - pH et débit	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.3	Sans objet
3	Conditions de mesures - métaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.4	Sans objet
4	Validation de la chaîne de mesure de l'autosurveillance eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.1.3	Sans objet
6	Méthodes de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
8	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.1	Sans objet
9	Rejet zéro nouvel atelier de traitement de	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surface ML3		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a abordé le programme de surveillance des rejets aqueux du site. L'arrêté préfectoral du 16/12/2011, l'arrêté ministériel sectoriel relatif aux activités de traitement de surface du 30/06/2006, l'arrêté ministériel du 24/08/17 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement (RSDE) et des guides encadrent les modalités de suivi des rejets aqueux de l'établissement.

L'établissement MULTILAQUE à Brûlon comprend deux ateliers de traitement de surfaces situés au sein des bâtiments nommés MULTILAQUE 1 (ML1) et MULTILAQUE 2 (ML2). Chaque atelier de traitement de surface est associé à une station de traitement physico-chimique. Le bâtiment ML1 rejette ses effluents dans le milieu naturel et le bâtiment ML2 rejette ses effluents dans le réseau communal aboutissant à la STEP communale de Brûlon.

La visite a permis de connaître les activités d'autosurveillance réalisées par l'exploitant (mesures de pH, de débit et mesures rapides) et les opérations de prélèvements et d'analyses traitées par des laboratoires agréés. L'inspection a pu constater que la périodicité de contrôle des rejets aqueux est respectée et que l'exploitant assure le contrôle des appareils de mesure du site. Des justifications ou actions correctives sont attendues, notamment sur la mesure du volume rejeté.

La visite a également permis d'aborder le projet à connaissance du site déposé en 2023 relatif au projet MULTILAQUE 3 (ML3). Le projet vise notamment à déplacer l'atelier de traitement de surface ML1 vers un nouveau bâtiment ML3. Ainsi, les activités de traitement de surface de ML1 seront mises à l'arrêt en juin 2026. L'activité de traitement de surface de ML3 fonctionnera en circuit fermé. Aucun rejet industriel ne sera associé aux activités de ML3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : <u>Article 33 de l'AM du 30/06/2006 :</u> "En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). »

Article 58-I de l'AM du 02/02/1998 :

« I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un **programme de surveillance** de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un **programme de surveillance** de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.

L'exploitant effectue une surveillance de ses émissions comprenant les mesures et analyses définies au présent arrêté. Elle est réalisée sous sa propre responsabilité et à sa charge dans les conditions (polluants et périodicité) précisées ci-après.

L'exploitant effectue une synthèse, accompagnée des commentaires nécessaires, qu'il envoie une fois par mois à l'inspection des installations classées.

Pour les installations n'étant pas soumises à une limite de concentration, la surveillance porte sur la vérification du respect des flux de polluants autorisés.

Les résultats de mesures et analyses sont archivés pendant au moins cinq ans, sur un support prévu à cet effet, et sont tenus à la disposition des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corrélérer avec les dates de rejet.

Les articles suivants définissent le contenu minimum du programme d'autosurveillance.

Constats :

Par application de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 et suite à une visite du 27/05/2020, un programme de surveillance actualisé a été élaboré entre l'inspection et l'exploitant et acté par courrier du 08/06/2020. Ce programme de surveillance détermine les paramètres à mesurer, les valeurs limites d'émission associées et les périodicités de mesure.

Notons que les conditions de mesures ne sont pas précisées dans le courrier (mesures d'autosurveillance, mesures rapides, mesures réalisées par un laboratoire accrédité). L'article 34 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, modifié par l'arrêté du 24/08/2017, détermine les modalités de mesures à réaliser en fonction de la périodicité des contrôles (renvoi constats N°3 et N°5 du présent rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition de mesure - pH et débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Condition de mesure - pH et débit

Prescription contrôlée :

8.2.3 pH et débit

Le pH et le débit sont **mesurés et enregistrés en continu** dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Le **volume total rejeté par jour est consigné** sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une **alarme sonore** signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraîne automatiquement l'**arrêt immédiat de ces rejets**.

Constats :

<p>Les stations de traitement sont équipées d'un débitmètre et de 3 pHmètres chacune, qui réalisent des mesures en continu. L'exploitant reporte le volume rejeté quotidiennement sur la plateforme GIDAF.</p> <p>Les pHmètres peuvent déclencher une alarme sonore et un arrêt de la station de traitement, notamment l'arrêt des pompes, en cas de détection de pH non conforme.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence des débitmètres, des pHmètres, ainsi que des enregistreurs qui reportent les mesures en continu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions de mesures - métaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de mesures - métaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2011 :</u></p> <p>Des mesures du niveau des rejets en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en chrome hexavalent et chrome total; • une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux. <p>Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p><u>Article 34-III de l'AM du 30/06/2006 :</u></p> <p>III. Des mesures du niveau des rejets en cyanures libres et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures libres et en chrome hexavalent ; - une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet. <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant est tenu de réaliser des mesures, dites "mesures rapides", pour les paramètres devant être surveillés quotidiennement ou hebdomadairement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un kit de mesure rapide de l'aluminium à utiliser avec un spectrophotomètre.</p> <p>Les analyses trimestrielles sont réalisées par un laboratoire accrédité suivant des méthodes normalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Validation de la chaîne de mesure de l'autosurveillance eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vérification complète de la chaîne de mesure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur, une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans le présent arrêté au titre de l'auto surveillance eau.</p> <p>Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette vérification portera sur les conditions de prélèvements, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification comportera une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avèreraient nécessaires. Ces propositions préciseront notamment les délais et les modalités de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les appareils de mesures présents sur site dans les stations de traitement sont : des débitmètres (1 par station), des pHmètres (3 par station), des enregistreurs (1 par station) et des préleveurs (1 par station).</p> <p>Le site dispose également d'appareils pour les mesures d'autosurveillance, lesquels sont : des titrateurs (1 par laboratoire), un bloc chauffant et un spectromètre.</p> <p>Les pHmètres sont positionnés au niveau du bassin de pré-neutralisation, de la bêche de neutralisation et du canal de rejet final.</p> <p>Notons que lors de la visite la station de traitement ML1 était à l'arrêt suite à la mise en œuvre du projet ML3.</p> <p>La chaîne de mesure du site est contrôlée annuellement. Le contenu des contrôles est détaillé ci-dessous.</p> <p><u>Contrôle des appareils de mesure de la station de traitement ML1 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport de maintenance du débitmètre : système de bulle à bulle (contrôle du rapport de la mesure sur l'enregistreur et ajustage de la cadence de bullage), - un certificat d'étalonnage du préleveur en sortie de station (mesures de la vitesse d'aspiration,

<p>du volume prélevé et de la température),</p> <ul style="list-style-type: none"> - des certificats d'étalonnages des 3 pHmètres (mesures avant et après étalonnage avec les seuils pH = 4 et pH = 7), - un rapport de maintenance de l'enregistreur. <p>Les contrôles statuent du bon fonctionnement de l'ensemble des appareils.</p> <p><u>Contrôle des appareils de mesure de la station de traitement ML2 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un document récapitulant les contrôles effectués sur la station de traitement ML2 le 20/05/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle de la chaîne débitmétrique (système de bulle à bulle, enregistreur et raccordement alarme), - contrôle et étalonnage du débitmètre (système de bulle à bulle), - contrôle du préleveur (mesures de la vitesse d'aspiration, du volume prélevé et de la température), - mesures et étalonnage des pHmètres avec activation de l'alarme en cas de pH non conforme. <p>Pour les pHmètres, le contrôle a permis d'étalonner l'appareil à la mesure à 6,5 et 8,5 pour une température inférieure à 30 °C (conformément aux seuils limites de pH réglementés par l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011).</p> <p>Le contrôle statue du bon fonctionnement de l'ensemble des appareils.</p> <p><u>Appareils d'analyse pour l'autosurveillance du site :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un certificat d'étalonnage du bloc chauffant du 04/11/2025, - un certificat d'étalonnage du spectrophotomètre du 04/11/2025, - un rapport de maintenance du titrateur ML1 du 04/11/2025, - un rapport de maintenance du titrateur ML2 du 04/11/2025. <p>L'ensemble de ces documents atteste de la conformité des appareils.</p> <p>Observation : dans la mesure où l'alarme se déclenche en cas de détection de pH inférieur à 6,5 ou supérieur à 8,5, il apparaît opportun de réaliser l'étalonnage des pHmètres pour ces valeurs (non réalisé sur ML1).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité mesures de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 33 de l'AM du 30/06/2006 :</u></p> <p>"En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ;

- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;
- **la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;**
- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). »

Article 58-III de l'AM 02/02/1998 :

« III. [...]

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous accréditation. »

Article 8.1.2 "Mesures comparatives" de l'arrêté préfectoral du 16/12/2011 :

"Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesures et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un **organisme extérieur** différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être **accrédité ou agréé** par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives."

Constats :

Un laboratoire de prélèvement et un laboratoire d'analyses agréés sont en charge des analyses trimestrielles.

Les opérations d'échantillonnage sont réalisées par un organisme de prélèvement accrédité sous la norme NF EN ISO 17025 pour un échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "Eaux résiduaires" selon la norme FDT-90-523-2 en vue d'analyse physico-chimique (laboratoire CARSO-CAE RENNES).

Les opérations d'analyses sont réalisées par le laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO 17025 sur la matrice "Eaux résiduaires" pour chaque substance à analyser (laboratoire CARSO-LSEHL).

Notons que l'accréditation du laboratoire d'analyse étudié est valable sur la période de 2026 à

<p>2031. L'inspection n'a pas vérifié l'accréditation des laboratoires de prélèvement et d'analyse sur la période qui précède 2026.</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses trimestrielles du site. Concernant les conditions d'analyses, l'inspection remarque que bien que le laboratoire CARSO-LSEHL soit accrédité pour l'ensemble des paramètres du programme de surveillance, il est noté dans les rapports que certains paramètres n'ont pas été analysés par ce laboratoire. En effet, une annotation (*) apparaît à côté des paramètres analysés par le laboratoire CARSO-LSEHL. Les paramètres : sulfates, MES, DCO, nitrates, nitrites et azote n'ont pas cette annotation. Parallèlement, il est écrit par l'annotation # que l'ensemble des paramètres analysés sont couverts par l'accréditation COFRAC.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé de clarifier les conditions d'analyses afin de connaître si les paramètres cités ci-dessus sont analysés sous accréditation COFRAC ou non.</p> <p>=> l'exploitant déterminera si l'ensemble des paramètres sont analysés sous accréditation. En cas d'absence d'analyse sous accréditation, l'exploitant proposera une solution pour respecter son programme d'analyses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 30 jours, l'exploitant déterminera si l'ensemble des paramètres sont analysés sous accréditation et le justifiera.</p> <p>En cas d'absence d'analyse sous accréditation, l'exploitant proposera une solution pour respecter son programme d'analyses sous accréditation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Méthodes de référence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthodes de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 33 de l'AM du 30/06/2006 :</u></p> <p>"En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). » <p><u>Article 58-II de l'AM du 02/02/1998 :</u></p> <p>« II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans</p>

l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation."

Article 8.2.2 "Mesures et analyses" de l'arrêté préfectoral du 16/12/2011 :

8.2.2 Mesures et analyses

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autre eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

Constats :

L'inspection a évalué l'adéquation entre les méthodes utilisées trimestriellement par le laboratoire d'analyses et l'avis du 16/05/2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Comme indiqué dans le constat N°5, les laboratoires sont accrédités COFRAC pour les substances recherchées.

L'inspection n'a pas relevé d'écarts entre les méthodes de références de l'avis du 16/05/2025 et les méthodes mises en œuvre dans les rapports d'analyses.

En cas d'absence de méthode de référence ou l'utilisation de méthodes internes, ces méthodes ont été validées par l'accréditation COFRAC du laboratoire (valide de 2026 à 2031).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

cf. courrier du 08/06/2020 de la DREAL sur les paramètres et les fréquences de mesures à analyser.

Constats :

L'inspection a analysé la conformité des rejets aqueux des stations des lignes de traitement de surfaces des bâtiments ML1 et ML2 sur l'année 2025. Les résultats de mesures sont disponibles sur la plateforme GIDAF.

Sur GIDAF, les mesures d'autosurveillance journalières ou hebdomadaires réalisées par l'exploitant sont notées "Autosurveillance" et les mesures trimestrielles réalisées par un laboratoire agréé sont notées "Contrôle externe".

=> pour les prochaines déclarations, l'exploitant veillera à joindre les rapports d'analyses trimestrielles sur la plateforme GIDAF.

Conformité des rejets du bâtiment ML1 (rejets vers le milieu naturel) :

Quantité d'eau rejetée :

Sur l'année 2025, des dépassements sur les volumes journaliers d'eau rejetés ont été déclarés : 2 dépassements sur le mois de février (151 m³ et 181 m³), 2 dépassements au mois de mars (145 m³ et 148 m³), 1 dépassement en avril (148 m³), 4 dépassements en juin (135 m³, 137 m³, 137 m³, 243 m³), 3 dépassements en juillet (129 m³, 146 m³ et 178 m³), 1 dépassement en septembre (131 m³), 2 dépassements en octobre (127 m³ et 147 m³) et 1 dépassement en décembre (175 m³) avec une quantité limite fixée à 120 m³.

Le commentaire associé à ces dépassements sur GIDAF est :

- cause : "canal de rejet et bulle à bulle sale" ,
- mesure corrective : "nettoyage du canal de rejet et bulle à bulle".

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que ces dépassements étaient causés par des matières en suspension qui se déposent au sein du système de bulle à bulle et dans le canal, ce qui encrasse le débitmètre. Lorsque le débitmètre est encrassé les mesures sont faussées.

En action corrective, l'exploitant a expliqué réaliser hebdomadairement un nettoyage du débitmètre.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure de nettoyage du canal et du débitmètre, ainsi que le registre de l'année 2025 retraçant des actions de nettoyage de l'année 2025.

=> dans la mesure où l'activité sera à l'arrêt en juin 2026, l'inspection ne propose pas de mesure de mise en conformité sur ce point.

Dépassement flux DCO :

Sur l'année 2025, des dépassements en flux de DCO ont été déclarés en février (14,35 kg/j), mars (12,04 kg/j), juillet (12,05 kg/j), septembre (Dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) en concentration 129 mg/L – VLE : 100 mg/l) avec une valeur limite en flux fixée à 12 kg/j.

Le commentaire associé à ces dépassements sur GIDAF est :

- cause : "dépassement de la DCO" ,
- mesure corrective : "ajustement du flocculant".

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que l'origine de ces dépassements étaient le bassin de soude. Le taux est régulé par un flocculant.

=> dans la mesure où l'activité sera à l'arrêt en juin 2026, l'inspection ne propose pas de mesure de mise en conformité sur ce point.

Conformité des rejets du bâtiment ML2 (rejets vers la STEP communale) :

Quantité d'eau rejetée :

Sur l'année 2025, des dépassements sur les volumes d'eau rejetés ont été déclarés : 1 dépassement sur le mois d'avril (46 m³) et 2 dépassements sur le mois de juillet (41 m³ et 62 m³) avec une quantité limite de 35 m³.

Le commentaire associé à ces dépassements sur GIDAF est :

- cause : "canal de rejet et bulle à bulle sale",
- mesure corrective : "nettoyage du canal de rejet et bulle à bulle".

De la même manière que pour la station de traitement ML1, l'encrassement du débitmètre cause des erreurs de mesure de débit.

=> l'exploitant étudiera la possibilité de mettre en œuvre un débitmètre avec une technologie alternative ou évaluera la pertinence d'une nouvelle procédure de nettoyage afin d'assurer des mesures de débit fiables.

Dépassement concentration SO_4^{2-} sulfate :

Sur l'année 2025, des dépassements de la valeur limite d'émission en sulfates ont été déclarés en juillet (1 072 mg/L), août (1 834 mg/L), octobre (1 067 mg/L) et décembre (1 012 mg/L) avec une valeur limite fixée à 1 000 mg/L.

Les commentaires associés à ces dépassements sur GIDAF sont :

- juillet 2025 :

- cause : "vidange d'une fosse du tunnel ce qui a entraîné une montée de sulfates ponctuelle",
- mesure corrective : "diminution du débit de la vidange de fosse".

- août 2025 :

- cause : "vidange et nettoyage des cuves de traitement et station pour le mois d'août",
- mesure corrective : "réduction du débit de traitement".

- octobre 2025 :

- cause : "vidange de fosses extérieures et boues poussées dans le décanteur",
- mesure corrective : "diminution du débit de vidange jusqu'à ce qu'elles soient vides".

- décembre 2025 :

- mesure corrective : "arrêt de la production pour fermeture annuelle".

Les lignes de traitement du site comprennent des bains de rinçage en cascade. Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que le renouvellement des eaux des bains de rinçage est assuré en majorité par un débitmètre, à l'exception des bains d'acide sulfurique pour lequel le renouvellement d'eau est réalisé manuellement. Suite à l'ajout d'eaux osmosées pour réalimenter le bain de rinçage, ce dernier déborde dans la fosse du tunnel qui alimente la station de traitement. Il apparaît que des erreurs ponctuelles de remplissage de ces bains de rinçage entraîneraient des pics de concentration en sulfates au niveau de la station.

Au vu des déclarations GIDAF des années précédentes, cet incident apparaît être isolé.

=> l'exploitant transmettra la procédure encadrant le renouvellement des eaux des bains de rinçage de l'acide sulfurique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de l'inspection pour ML2 :

- 1- sous un délai de 3 mois, l'exploitant étudiera la possibilité de mettre en œuvre un débitmètre avec une technologie alternative ou évaluera la pertinence d'une nouvelle procédure de nettoyage afin d'assurer des mesures de débit fiables,
- 2- sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra la procédure encadrant le renouvellement des eaux des bains de rinçage de l'acide sulfurique.

Remarque : pour les prochaines déclarations, l'exploitant veillera à joindre les rapports d'analyses trimestrielles sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours et 3 mois

N° 8 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : 8.2.1 Relevé des prélèvements d'eau Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé une fois par mois. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition du service en charge des installations classées.
Constats : Le site est alimenté par l'eau potable de la ville et est équipé d'un compteur distinguant la quantité d'eau utilisée pour le sanitaire et le process. La mise en œuvre du projet ML3 permettra une réduction de la consommation en eau du site. Le prélèvement d'eau annuel est d'environ 4 000 m ³ pour ML3, contre environ 23 000 m ³ pour ML1. La consommation en eau de ML2 est d'environ 7 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejet zéro nouvel atelier de traitement de surface ML3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets osmoseurs et adoucisseurs
Prescription contrôlée : <u>Article 1.1.7 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2011 :</u> 1.1.7 Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. <u>Porter à connaissance du 11/12/2023 bâtiment ML3 - déplacement d'une ligne de traitement de surface :</u> <i>p.25/555 du dossier :</i> « Comme évoqué au paragraphe décrivant la station de traitement "rejet 0", aucun effluent de traitement de surface ne sera rejeté vers le réseau communal ou en milieu naturel. Seuls les rejets de régénération de l'adoucisseur et de l'osmoseur seront dirigés vers le réseau des eaux pluviales du site. Ces rejets sont uniquement composés de composés issus du traitement de l'eau potable (cations / anions). » <i>p.45/555 du dossier :</i> « Compte tenu de la typologie des rejets (rétentats d'osmose et éluants de régénération de

l'adoucisseur) et de leur faible volume journalier (3,5 m³/j en moyenne), il n'est pas proposé par MULTILAQUE la mise en place d'une surveillance hebdomadaire ou mensuelle de ces rejets.

En effet, il ne s'agit pas de rejets provenant du process de traitement de surface pouvant être chargés en produits de traitement et/ou métaux issus de l'action de ces derniers sur les profilés.

L'article 20 de l'arrêté du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 fixe toutefois des valeurs limites maximales de rejets au milieu naturel selon les valeurs suivantes :

Paramètres	Arrêté 3260 - article 20		VLE proposée (mg/L)	Flux maximal journalier estimé (g/j)
Paramètres	Flux max imposant une VLE (g/j)	VLE (mg/l)		
débit	/	/		environ 3,5 m³/j
MES	> 60	30	100	60
DCO	/	300	300	1000
Fe	> 10	5	5	25
Al	> 10	5	5	25
Hydrocarbures totaux	> 10	5	10	10

Une surveillance annuelle, sur un échantillon instantané, est proposé à l'identique des exigences applicables à un rejet dans les eaux pluviales, renforcé sur certains paramètres. »

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que contrairement aux déclarations du porter à connaissance de 2023, les rétentats des osmoseurs et les éluants de régénération de l'adoucisseur du bâtiment ML3 seront rejetés dans le réseau d'eaux sanitaires.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au projet ML3 encadrera ce rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Parcelles cadastrales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.4

Thème(s) : Situation administrative, Parcelles cadastrales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est établi sur les parcelles cadastrales YB 104, YB 195, YB 208, YB 275, YB 289, YB 292, YB 295, ZR 43, ZR 45, ZR 54, ZR 55, ZR 57 et ZR 59 de la zone industrielle Est de la commune de BRÛLON</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du projet ML3, la société MULTILAQUE a demandé dans son porter à connaissance de retirer les parcelles du bâtiment Peslier de son périmètre ICPE. En effet, suite à la mise en œuvre du projet ML3, ces parcelles ne seront plus utilisées par l'établissement.</p> <p>Ce sujet a été abordé lors des visites du 27/05/2020 et du 27/04/2022. Lors de ces visites, l'inspection a constaté que l'exploitant utilisait les parcelles du bâtiment Peslier. Suite à ce constat, l'inspection a demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative en sollicitant l'ajout de ces parcelles au périmètre ICPE du site.</p> <p>En réponse aux rapports d'inspection, l'exploitant a transmis un extrait du dossier de demande d'autorisation de 2010 qui détaille les parcelles cadastrales exploitées par l'établissement MULTILAQUE. Il apparaît que les parcelles Peslier ont été référencées en tant que terrain exploité par l'établissement. Pour autant, ces parcelles n'ont pas été reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2011.</p> <p>De plus, suite à la visite de 2020, l'exploitant a envoyé à monsieur le préfet de la Sarthe la demande d'ajouter les parcelles du bâtiment Peslier à son périmètre ICPE.</p> <p>À la connaissance de l'inspection, l'ajout de ces parcelles dans le périmètre ICPE n'a pas été acté par un document administratif.</p> <p>=> il est demandé à l'exploitant de communiquer un dossier avec les plans à l'échelle, représentant les activités exercées par la société MULTILAQUE sur les parcelles Peslier (stockage de produits finis, stockage de déchets...). L'exploitant apportera des précisions sur les volumes, les quantités et les types de produits stockés puis évaluera le potentiel classement ICPE relatif à ces activités.</p> <p>La réponse de l'exploitant permettra de mettre à jour le périmètre ICPE de l'établissement dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au projet ML3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 30 jours, il est demandé à l'exploitant de communiquer un dossier avec les plans à l'échelle, représentant les activités exercées par la société MULTILAQUE sur les parcelles Peslier (stockage de produits finis, stockage de déchets...). L'exploitant apportera des précisions sur les volumes, les quantités et les types de produits stockés puis évaluera le potentiel classement ICPE relatif à ces activités.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>